

Politorbis

Zeitschrift zur Aussenpolitik
Revue de politique étrangère
Rivista di politica estera

www.eda.admin.ch/politorbis

**L'eau – ça ne coule
pas toujours de source**

**Complexité des enjeux et
diversité des situations**

1 / 2013

Contact:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction Politique DP
Division Politique de sécurité DPS
Politorbis
Bernastrasse 28
3003 Bern

Phone: + 41 31 325 81 52

Fax: + 41 31 324 38 39

mailto: politorbis@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/politorbis

Die Texte werden normalerweise in der Sprache der Verfasser gedruckt.
Der Inhalt muss nicht zwingend mit der Meinung des EDA übereinstimmen.

En principe, les articles sont publiés dans la langue de travail de leurs auteurs.
Le contenu ne reflète pas nécessairement la position du DFAE.

The articles are published usually in the language in which they were written.
The contents do not necessarily reflect the views of the FDFA.

Politorbis

Table des Matières

Préface:

L'Eau douce est au centre du développement de l'humanité, la Suisse est concernée	François Münger	5
Empreinte hydrique: la Suisse et la crise globale de l'eau	François Münger Felix Gnehm	13
S'engager sur le front de la crise globale de l'eau au service des plus pauvres: un défi que doivent relever les entrepreneurs des Greentec suisses	François Münger Christian Eggs	15
Le partenariat innovant de la Haute Ecole de l'Arc Jurassien dans l'acquisition des données pour l'eau et l'agriculture : les nouvelles technologies participatives au service du développement	Christophe Bösch	17
Se laver les mains avec du savon, une des clés de la santé publique mondiale	Christian Eggs	19
De l'or bleu en Asie Centrale	Véronique Hulmann	21
Ukraine: quand la décentralisation passe par l'eau	Pierre Maurer	23
Noël à Mindanao	Gabriela Neuhaus	25
La contribution de la coopération économique du SECO au défi de la Gestion des réseaux d'eau urbains	Guy Bonvin	27
Diplomatie de l'eau: l'exemple du Moyen-Orient	Jean-Daniel Ruch	29
Le centime de l'eau: la solidarité de toute une ville !	Jean Parrat	31

Les textes réunis ici sont parus dans Le Quotidien jurassien dans les jours qui ont précédé l'Action de Rue que la DDC a organisée à Delémont les 4, 5 et 6 octobre 2012.

Préface

L'Eau douce est au centre du développement de l'humanité, la Suisse est concernée

François Münger¹

Nous consacrons ce numéro de *Politorbis* à l'eau douce. La pénurie d'eau fait partie des problèmes principaux auxquels de nombreuses sociétés et le monde dans son ensemble sont confrontés. La crise globale de l'eau est un des enjeux, politique, économique, social et environnemental majeur du 21^{ème} siècle.

Dans un paysage du développement mondial qui subit des bouleversements sans précédents, la gestion équitable et durable des biens publics ou communs mondiaux est un défi pour l'ensemble des pays en général et pour la coopération au développement en particulier. Les ressources d'eaux douces sont un des biens mondiaux vitaux surexploités, gaspillés et pollués. A continuer ainsi, cette mauvaise gouvernance conduira à une crise majeure pour l'humanité.

Peut-on, comme Suisse, rester indifférent? Assurément non. Notre propre développement dépend de l'eau des autres. Il faut savoir que l'empreinte eau² de la Suisse est à plus de 80% à l'étranger, souvent dans des pays déjà touchés par la pénurie.

Dans ce contexte, s'engager sur la problématique de l'eau n'est pas une question de solidarité ou de philanthropie, c'est une question de responsabilité. Notre propre niveau de vie en dépend. L'engagement sur la crise de l'eau est un des thèmes prioritaires de la Coopération suisse qui mobilise différents départements et crée des partenariats avec la recherche, les ONGs et, de façon croissante, avec le secteur privé. La DDC/DFAE s'y engage notamment avec le programme global eau, à travers une nouvelle génération d'interventions qui, sans perdre de vue la lutte contre la pauvreté, abordent en parallèle des questions telles que la sécurité, l'environnement, les droits fondamentaux, etc...

Ces initiatives globales s'appuient sur les interventions plus conventionnelles de la coopération bilatérale, et y apportent un changement d'échelle avec des activités de terrain plus massives, à grand potentiel de réplication mondiale et en dynamique avec des interventions sur les politiques, stratégies et régulations régionales et/ou mondiales. Elles construisent des influences et synergies avec les institutions multilatérales majeures.

Plusieurs articles mettent en évidence dans ce numéro spécial l'engagement de la Suisse sur la scène internationale pour répondre aux défis de cette crise. Une Suisse qui a une longue expérience et un savoir-faire dans ce domaine, une Suisse qui est aussi innovante³ et conduit ses actions au travers de partenariats pour une influence à grande échelle, articulant ses engagements dans une dynamique entre des actions sur le terrain, le renforcement des capacités des acteurs ainsi que des institutions et l'influence politique au niveau régional et global.

Avec plus de 30 ans d'expérience, d'expertise et d'un large savoir-faire acquis sur le terrain dans le développement de capacités et le renforcement des conditions cadres (nationales et internationales), la DDC jouit d'une large reconnaissance et exerce une influence globale forte dans ce secteur.

L'eau douce, un bien commun vital, limité et sans alternative

Actuellement, le secteur de l'eau doit faire face à des changements au niveau global, d'une amplitude et vitesse qui n'ont jamais été atteints dans l'histoire de l'humanité: la population mondiale a triplé durant le 20ème siècle alors que la consommation moyenne a, elle, augmenté de six fois durant la même période. Il est attendu que cette demande augmente encore de 30% jusqu'en

1 François Münger, géologue, hydrogéologue, ing env. EPF, chef du Programme Eau de la DDC

2 cf. Article *Empreinte hydrique : la Suisse et la crise globale de l'eau*, page 13

3 cf. Article *Le partenariat innovant de la Haute Ecole de l'Arc Jurassien*, page 17

2030. L'agriculture, qui consomme actuellement 70-80% de toute l'eau utilisée dans le monde, devra augmenter sa production de 50% d'ici à 2030. De plus, la majorité de l'industrie et la production d'énergie sont fondamentalement dépendants de l'eau. Le changement climatique amplifie les défis de l'eau et rend le système encore plus instable.

Il y a théoriquement assez d'eau pour le monde, y compris avec l'accroissement prévu de la population, mais elle est d'une part très inégalement répartie (neuf pays «géants» de l'eau se partagent près de 60 % des ressources naturelles renouvelables d'eau douce du monde) et d'autre part la crise de l'eau trouve aussi son origine dans des gestions inadaptées (mauvaise gouvernance) qui en aggravent la rareté (gaspillages, fuites, surexploitation sont monnaie courante).

À la rareté des ressources d'eaux douces s'ajoutent leurs pollutions, liées notamment aux eaux usées urbaines et industrielles non traitées ainsi qu'aux rejets d'agrochimiques, dans un monde où la station d'épuration est une exception et où, dans l'histoire de l'humanité, on a jamais produit et rejeté autant de déchets directement dans la nature.

Nous sommes déjà entrés dans une crise globale de l'eau qui s'exprime de différentes manières

Il y a le scandale de milliards de personnes qui n'ont toujours pas accès à de l'eau potable et à l'assainissement et qui, au 21^{ème} siècle, vivent dans des conditions d'hygiène inhumaines. Dans ce cas, le problème n'est pas dû au manque d'eau (cela ne représente que 10% des ressources en eaux utilisées), mais bien plus au manque d'engagements financiers, nationaux et internationaux.

Le monde a inscrit en 2000 dans le cadre des Objectifs du Millénaire (OM) des buts qui visaient à réduire de moitié d'ici à 2015 par rapport à 1990 la proportion de population n'ayant pas accès à de l'eau potable et à un assainissement de base. Alors qu'on arrive presque au terme de ces engagements, il restera un très grand déficit dans le cas de l'assainissement alors que l'objectif fixé sera atteint dans le domaine de l'eau (en dix ans, le nombre de personnes concernées a augmenté de 1 milliard). La reconnaissance par l'Assemblée Générale de l'ONU que l'accès à l'eau potable et

à l'assainissement est un droit humain, accroît les exigences qualitatives sur la définition de l'accès (qualité de l'eau, qualité du service, accessibilité financière etc.). Ainsi, si l'on prend la nouvelle définition beaucoup plus exigeante de l'accès à l'eau potable considérée comme un droit de l'homme, ce sont encore plus de 3 milliards d'individus qui n'y ont pas accès actuellement, sans parler des coupures d'eau quotidiennes (un cauchemar récurrent dans de nombreux pays). Il y a, en 2013, plus d'habitants qui n'ont pas de robinet chez eux qu'au XX^e siècle.⁴

Une autre expression de cette crise est la pénurie d'eau⁵ qui touche actuellement près de 700 millions de personnes dans 43 pays. En 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays ou régions touchés par une pénurie d'eau complète et les deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des conditions de stress hydrique. Selon le scénario actuel sur le changement climatique, près de la moitié de la population de la planète vivra dans des régions soumises à un fort stress hydrique d'ici 2030.⁶ Actuellement 39% de la production mondiale de céréales n'est pas durable pour ce qui est de la consommation de l'eau.⁷

Sans réaction et changements drastiques de sa gestion, la problématique de l'eau va miner des économies, augmenter l'instabilité entre les pays et exacerber les risques de conflits, notamment dans les bassins transfrontaliers.

Les pays réagissent individuellement : on a jamais construit et planifié autant de barrages qu'actuellement, l'irrigation a atteint ses limites... autant de situations qui mettent à mal la gestion des agences de bassin existantes... Les controverses aigues

4 PAYEN Gérard, *De l'eau pour tous!*, Paris : Armand Colin, 2013.

5 Les hydrologues évaluent la pénurie en considérant le rapport population/eau. On parle de stress hydrique lorsque l'approvisionnement annuel en eau d'une région descend en dessous de 1 700 m³ par personne. La population se trouve confrontée à une pénurie d'eau lorsque l'approvisionnement annuel en eau tombe en dessous de 1 000 m³ par personne et à une « pénurie complète » en dessous de 500 m³ qui rend la vie très difficile, comme c'est le cas dans une grande partie du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

6 Source : *L'eau source de vie*, Décennie internationale d'action 2005-2015, Nations Unies.

7 M. Rosegrant and C. Ringler, Feeding the World in 2050, symposium of the Institute of Food and Health at University College Dublin, January 2013

autour du *land grabbing*⁸ sont une autre expression des tensions et déficiences de la gestion de l'eau.

Le changement climatique et les catastrophes naturelles

Les risques liés à l'eau sont les principales caractéristiques des catastrophes « naturelles » dans le monde. 90% des décès dans des catastrophes naturelles sont dus à des événements liés à l'eau.⁹

L'ampleur, la fréquence et les dommages des inondations et des sécheresses vont augmenter au cours du 21^{ème} siècle en raison du changement climatique, combiné avec la croissance de la population, les changements démographiques et les modifications de l'utilisation des terres.

Les catastrophes naturelles captent l'attention des décideurs, ceci d'autant plus quand elles touchent les pays du Nord ! Les catastrophes dites naturelles n'exonèrent pas les décideurs de leurs responsabilités, leurs effets sont les plus souvent l'expression exacerbée de la gestion mauvaise ou incomplète de l'eau qui n'inclut pas ces risques.

L'eau et les femmes

Nous savons tous que les femmes sont parmi les plus touchées par le manque d'accès à l'eau potable, accessible et abordable. Nous sommes familiers avec le fait que les femmes et les filles sont celles qui supportent de manière disproportionnée la corvée d'eau si elle n'est pas disponible à domicile. Collecte et transport de l'eau prennent du temps. Cela contribue aussi à expliquer les grands écarts entre les sexes en matière de scolarisation dans de nombreux pays. Souvent, les femmes passent jusqu'à quatre heures par jour dans des files d'attente et dans le transport de l'eau ; du temps qui pourrait être consacré aux activités productives et à la garde d'enfants, mais aussi, pour elles-mêmes. L'eau recueillie est souvent sale et issue de sources non protégées. La santé des femmes peut être par-

ticulièrement affectée par la corvée d'eau. De plus, les femmes et les filles sont aussi celles qui prennent habituellement soin de leurs parents et indirectement souffrent des maladies hydriques des hommes.

L'impact du manque d'accès à des installations sanitaires sur les filles et les femmes a été bien étudié. Les filles abandonnent souvent l'école lors de leurs premières menstruations si l'établissement ne dispose pas de toilettes séparées. En outre, les femmes et les filles font face à des risques accrus lorsqu'elles n'ont pas de toilettes à la maison et doivent se rendre à l'extérieur, le plus souvent dans l'obscurité pour avoir un minimum d'« intimité ».

Pour témoigner de ces situations, le programme global eau de la DDC a donné la parole à des femmes de toutes conditions pour exprimer leur point de vue¹⁰ et s'engage d'autre part avec l'association *Women for Water Partnership* pour analyser ses engagements dans le secteur de l'eau du point de vue du genre.

L'eau est centrale pour promouvoir une croissance durable et équitable.

Nous ne devons pas seulement voir les risques mais aussi les avantages de faire face aux défis de l'eau pour le bien-être humain, l'économie et l'environnement.

La gestion de l'eau efficace, équitable et durable pour l'environnement est un prérequis pour assurer la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la sécurité sanitaire sans parler de l'adaptation au changement climatique. Elle est aussi indispensable pour assurer les services de l'environnement et ralentir radicalement les pertes de biodiversité.

On ne peut pas pomper plus d'eau dans les systèmes, il faut boucher les trous... La bonne nouvelle est qu'il y a un grand champ pour accroître l'efficacité de la gestion et usage de l'eau en réduisant : les énormes pertes dans les réseaux (où la maintenance et les investissements ont été déficients),¹¹ les grandes pertes dans les systèmes d'irrigation (où l'eau, intrant trop bon marché, est gaspillée), les grandes

8 La hausse des prix alimentaires mondiaux et les inquiétudes sur la sécurité alimentaire conduisent à l'acquisition de grandes étendues de terre agricole auprès des pays en développement, par des entreprises transnationales et des gouvernements. D'abord salués, ces investissements sont maintenant de plus en plus controversés, notamment pour être des acquisitions de ressources en eau souvent cruciales pour les pays.

9 Source. *Water Hazard Risks*, UNWATER Policy Brief

10 *10 Voix de Femmes*, GPWIs, 2012

11 Lire l'article *La contribution de la coopération économique du SECO au défi de la Gestion des réseaux d'eau urbains*, page 27

dépense dans des attributions d'eau sans vue d'ensemble où souvent la sécurité nationale passe avant une efficacité par bassin....La nécessaire gestion des eaux usées (réduction, réutilisation, traitement) est aussi partie intégrale de la solution.

La réponse est complexe et entraîne des engagements et des mesures articulés aux niveaux local, national, des bassins et au niveau mondial dans un secteur de l'eau qui est fragmenté. La recherche et les outils de la bonne gouvernance sont centraux, une nouvelle discipline émerge pour atténuer les risques de conflits de l'eau : l'hydrodiplomatie.¹²

La réponse est complexe car elle touche les aspects sociaux, économiques, environnementaux, technologiques, institutionnels et culturels.¹³

La réponse est complexe car elle doit intégrer les défis et intérêts énergétiques et alimentaires.

Mais cette réponse est aussi une formidable opportunité pour la recherche.

Répondre à la crise de l'eau nécessitera de très gros investissements de la part des Etats et des acteurs économiques. Ils sont rentables ; on estime en effet, qu'une gestion de l'eau durable projetée à 2050, protégerait environ 17'000 milliards de dollars de PIB¹⁴ et diminuerait de 21% pour cent le nombre d'enfants souffrant de malnutrition.

Le rapport sur l'efficacité de l'aide dans le domaine de l'eau¹⁵ publié conjointement par la DDC et le SECO montre que l'investissement dans l'eau a un bon rendement : cette étude démontre que chaque dollar investi dans l'eau par la Coopération suisse

a un impact pour les personnes vivant dans la pauvreté d'une valeur minimum équivalente à 3 à 5 fois l'investissement initial.

Atténuer cette crise de l'eau requiert la mobilisation de tous : les gouvernements et administrations publiques, la société civile, le monde de la recherche, le secteur privé. C'est ce que vise le *Global Program Water Initiatives* de la DDC qui engage et positionne la Suisse à l'international, comme un acteur pertinent sur cette question vitale.

La stratégie d'engagement du *Global Program Water Initiatives* (GPWIs) :

Dans la stratégie du GPWIs,¹⁶ « *La Sécurité hydrique de la planète* »¹⁷ repose sur le concept de *Sécurité hydrique* dans sa définition la plus largement acceptée actuellement.¹⁸

La stratégie est articulée autour de quatre composantes :

1. Positionner la *Sécurité hydrique* en première ligne des engagements politiques et régulateurs mondiaux

La Suisse a lancé fin 2012 un large plaidoyer pour qu'un **objectif eau** « couvrant » la Sécurité de l'eau soit inscrit dans les objectifs du développement durable **Post-2015**. Un tel objectif doit être un de ceux qui conduira le développement du Monde ces prochaines décennies.

Nous soutenons également la mise en place d'un cadre régulateur, en appuyant notamment les engagements réalisés dans le cadre de la *Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de la*

12 Lire l'article *Diplomatie de l'eau, l'exemple du Moyen Orient*, page 29

13 La dimension symbolique de l'eau (présente dans toutes les cultures, toutes les religions et coutumes) est aussi à considérer dans les initiatives concernant l'eau ; de nombreux grands projets ont buté sur cette dimension et beaucoup de discussions sur le prix de l'eau en sont imprégnées.

14 Source : *Greater Efficiency in Water Management Will Reduce Risk for Half of the Global Economy*, Analyses conduites en partenariat par Veolia Water et le *International Food Policy Research Institute* (IFPRI), un centre de recherche agricole international de référence sur la faim et la pauvreté.

15 Le *Rapport sur l'efficacité de l'aide* a examiné l'impact de cette aide dans le secteur de l'eau. Une analyse approfondie de 23 mesures bilatérales et multilatérales a été conduite par des experts externes. Les bénéficiaires des projets ont été associés à cette évaluation. SDC-SECO, Berne, 2007.

16 Nous utiliserons le terme stratégie GPWIs mais il faut savoir que cette stratégie est maintenant aussi largement acceptée, en synergie, voire portée par les différents départements de la Confédération rassemblés dans le Groupe IDANE Wasser (SECO, BAFU, OFSP, OFAG).

17 Traduction de: *A Water Secure World*

18 A water-security est défini par "the capacity of a population to safeguard sustainable access to adequate quantities of and acceptable quality water for sustaining livelihoods, human well-being, and socio-economic development, for ensuring protection against water-borne pollution and water-related disasters, and for preserving ecosystems in a climate of peace and political stability".

CEE-ONU qui, en 2013, a acquis une portée mondiale.¹⁹ Dans le domaine des *Soft Laws* nous appuyons la définition d'une norme ISO sur l'empreinte eau (dont la Suisse a la responsabilité au niveau mondial).

2. Renforcer l'engagement mondial pour la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) en favorisant la coopération entre les acteurs de l'eau et mettant l'accent sur la promotion durable²⁰ et la croissance économique équitable.

Avec deux groupes d'initiatives complémentaires :

2.1 Hydrodiplomatie (*Blue Peace*).²¹ Sur la base d'un diagnostic initial de haut niveau qui analyse²² les principaux défis de la gestion transfrontalière des eaux douces dans la région cible et qui fait ressortir des recommandations, l'engagement du GPWIs est déployé sur les deux niveaux d'interventions complémentaires suivants:

(i) Appui aux efforts politiques ou à la mise en place de structures pour une meilleure gestion des ressources hydriques partagées dans la région concernée. Dans ce cadre et en partenariat avec le thinktank indien *Strategic Foresight Group*,²³ de larges consultations sont menées afin de présenter l'initiative et susciter l'intérêt des décideurs politiques et des parlementaires; des stratégies médias sont lancées,

(ii) Actions stratégiques de terrain avec des projets qui s'engagent dans la création de données fiables pour l'hydrodiplomatie, notamment l'acquisition, le traitement, la modélisation des données hydrométéorologiques, l'adoption de standards, cartographie et modalités d'échanges entre les pays.

2.2 *Water economics* consistant à promouvoir à grande échelle des mécanismes économiques porteurs du point de vue social et environne-

mental et qui soient des contributions majeures à la GIRE, comme par exemple :

- la réduction de l'empreinte eau des entreprises où le GPWIs est engagé avec une quinzaine de très grandes entreprises,
- ou bien, les paiements pour les services dans le bassin, un mécanisme qui mobilise actuellement 10 mia de US\$ par an dans le monde pour indemniser les populations dans les hauts des bassins pour la protection des ressources en eaux ; un mécanisme de très large application puisqu'il fonctionne dans des mégapoles comme New-York aussi bien que dans les villages de Bolivie. Cette initiative est menée en partenariat avec le think tank *Forest Trend* et la communauté de pratique Katoomba Group ; lors du steering committee du Katoomba Group à Pékin cette année, la Chine a décidé de s'y engager avec une trentaine de villes et veut transférer l'expérience qu'elle acquerra dans deux mégapoles de la région.

3. Accès équitable²⁴ à l'eau potable et à l'assainissement ainsi qu'à l'eau pour l'agriculture familiale qui représente 50% de la sécurité alimentaire mondiale.

Notre engagement 3A⁺ est construit sur l'Acquisition annuelle des données mondiales de l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'Analyse de ces données versus les engagements financiers et l'Advocacy avec notre engagement dans le *Sanitation Water for All*, une task force mondiale qui utilise les *Spring Meetings* de la Banque Mondiale pour présenter la situation aux ministres des finances du Nord et du Sud et induire des engagements de leur part.

Le + ce sont les initiatives de terrain supportées et souvent induites par le GPWIs comme par exemple un consortium d'ONGs focalisé sur les pays fragiles, le soutien au fond mondial de l'assainissement basé à Genève, la conduite d'un partenariat de recherches universitaires européen en consortium avec des universités du Sud pour mettre en évidence des solutions pour l'accès

19 17 ans après son entrée en vigueur.

20 Durable dans le sens du développement durable avec ses trois dimensions environnementale, économique et sociale.

21 Lire l'article *Diplomatie de l'eau au Moyen Orient*, page 29

22 Dans un dialogue multi-acteurs.

23 <http://www.strategicforesight.com>

24 Cadré par la définition du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement (reconnu et promu par la Suisse, et fortement « boosté » par le GPWIs.)

à l'assainissement dans les bidonvilles et les quartiers pauvres ou l'appui à un large projet de petite irrigation pour les familles, mené conjointement sur plusieurs continents avec le *International Development Enterprises* IDE.²⁵

- 4. La voix suisse** : mobiliser le savoir-faire des acteurs suisses (secteurs public, privé, académique et ONGs) dans la réponse aux défis de l'eau sur la scène internationale.

L'eau est un **liant fort** de la collaboration interdépartementale et d'un positionnement harmonisé de la Confédération suisse à l'international.

La Suisse, d'autre part, constitue un pôle d'excellence dans le domaine de l'eau (Université, secteur privé, ONGs, communes) et Genève est une plateforme pour de nombreuses agences internationales de l'eau.

Cette composante vise à créer un environnement favorable pour le développement et l'engagement de ces compétences au niveau mondial. C'est ainsi qu'a été créé en 2012 le *Swiss Water Partnership* qui regroupe plus d'une soixantaine d'institutions, entreprises, ONGs et universités.

Le *Swiss BlueTec Bridge*²⁶ est aussi un nouvel instrument qui, sur la base d'un concours très exigeant, soutient l'expérimentation des plans d'affaires des entrepreneurs sociaux qui veulent s'engager dans le domaine de l'eau rurale, afin de leur permette de disposer de plans d'affaires crédibles pour être financés par des fonds privés.

La Voix Suisse c'est aussi *Solidarit'EAU*, l'engagement des communes suisses qui, avec un centime par m³ vendu, soutiennent une ONG ou un partenariat public-public, dans le domaine de l'eau et/ou de l'assainissement.

Conclusion

Une crise globale de l'eau est en marche. Elle requiert une mobilisation planétaire. La Suisse

est concernée, elle agit et s'inscrit dans l'engagement mondial sur cette question. En Suisse comme à l'international, il faut développer la mobilisation, s'appuyer sur des leaders dans tous les secteurs économiques et sociaux pour soutenir cette cause. Plusieurs décideurs politiques et responsables sectoriels l'ont compris, des industriels se mobilisent, des universités s'inscrivent en pointe sur ce sujet, des acteurs de la société civile et des chefs religieux (toutes religions confondues) portent l'attention sur le lien entre eau et pauvreté. Mais beaucoup de ces initiatives restent encore trop fragmentées, voire s'opposent l'une à l'autre. Il faut absolument fédérer sur cette question au-delà des idéologies, c'est ce que, à son échelle, essaie de faire le *Swiss Water Partnership*. Le secteur de l'eau est trop divisé autour d'intérêts partiels (l'énergie, l'agriculture, l'eau des ménages, la santé, le tourisme etc.). À l'ONU, l'eau est par exemple, dans les mains d'une trentaine d'institutions. En ce sens, le GPWIs soutient le coordinateur UN-Water. Inscrire un objectif eau dans l'agenda Post-2015 est fondamental pour orienter le développement d'un monde qui mettra fin à la honte que représente une énorme partie de l'humanité sans accès à une eau de qualité et donc à un mode de vie décent : un objectif fondamental pour guider la croissance des générations à venir.

Les défis de l'accès durable à l'eau douce sont aussi une grande opportunité pour l'innovation technologique.

Le secteur de l'eau a fait des progrès importants, notamment grâce aux Objectifs du Millénaire (OM), mais il faut maintenant changer de modèle. L'approche actuelle est encore trop dominée par l'illusion qu'on peut *pomper toujours plus d'eau bon marché pour la mettre dans les tuyaux percés pour finalement la gaspiller* et il faut s'orienter vers un modèle plus durable qui augmente à tous les niveaux l'efficacité de la gestion de l'eau avec un souci d'équité, où la vision nationale s'inscrit dans une vision de gestion par bassins et intègre la globalisation ; un modèle centré sur l'amélioration de la productivité - produire plus avec moins d'eau - dans l'agriculture, l'industrie et les agglomérations ; où la production d'eau usée est réduite, et où cette eau est traitée et valorisée sur le plan énergétique ou agricole.

25 <http://www.poverty.ch/>

26 Voir l'article *S'engager sur le front de la crise globale de l'eau au service des plus pauvres : un défi que doivent relever les entrepreneurs des Greentec suisses*, page 15

Ce modèle inclut évidemment l'extension des services aux populations rurales et urbaines pauvres avec l'approche du droit humain qui guide les priorités et qui n'est pas à confondre avec de fausses solutions comme l'eau gratuite etc...

Ce modèle prend en compte l'efficacité énergétique et doit contribuer à la production d'énergie renouvelable.

Un modèle où l'hydrodiplomatie se substitue aux rapports de force géostratégiques dans la gestion de l'eau.

La stratégie du GPWIs s'inscrit dans ce nouveau modèle.

Ce nouveau modèle, une utopie ? Non !... une nécessité... !

Pour paraphraser Malraux qui aurait dit : « Le 21 siècle sera spirituel ou ne sera pas », *le 21 siècle sera bleu ou ne sera pas.*

Bonne lecture.



Empreinte hydrique: la Suisse et la crise globale de l'eau

François Münger
Felix Gnehm ¹

Nous avons tous besoin d'eau pour notre survie, pour la production des aliments, de l'énergie et de nos biens de consommation. L'eau est la ressource indispensable et fondamentale pour le développement de l'humanité. Comme, en Suisse, nous importons la majorité des biens que nous consommons, plus de 80% des eaux nécessaires pour la production de ces biens sont des ressources hydriques de l'étranger. La prospérité de la Suisse dépend donc de l'eau des autres pays. La Suisse a par conséquent un intérêt économique propre à ce que les ressources hydriques soient utilisées de façon durable dans le monde entier. Notre pays est concerné par les défis mondiaux liés à l'eau douce.

Les risques liés à l'eau comprennent les sécheresses, les inondations, le manque d'accès à l'eau potable, à l'eau pour l'agriculture et la production en général. Ces risques sont en tête de liste de la dernière édition du *WEF Global Risk Report 2012*, sur la base des estimations de 500 économistes du monde entier. Pour les entreprises, ne plus avoir accès à suffisamment d'eau entraîne des baisses de production, des coûts supplémentaires ou même la fermeture de leur site. Le WWF constate, dans de nombreuses régions du monde, que la pénurie ou la pollution de l'eau met en danger l'environnement ou la diversité des espèces. Des espèces de poissons disparaissent, la végétation des rives s'assèche, l'érosion s'accélère et des zones humides se transforment en déserts. Ce phénomène détruit non seulement les valeurs naturelles, mais également les « services » que l'environnement apporte aux populations.

Nous sommes tous fortement dépendants de l'eau. Les agriculteurs des Etats-Unis en savent quelque chose depuis qu'ils sont touchés par le manque de précipitations et la sécheresse qui en résulte. En Inde, 700 millions de personnes ont été privées d'électricité pendant deux jours début août.

Cette panne était due en partie au mauvais état du réseau, mais surtout au bas niveau des cours d'eau qui n'alimentaient plus assez les centrales hydrauliques.

Grâce à la science et à la technologie, nous connaissons à tout moment l'état de nos ressources hydriques. Les nouvelles techniques de mesure par satellite peuvent même analyser les variations annuelles des nappes phréatiques. Les résultats confirment que nous surexploitions fortement nos rivières et les réserves d'eau souterraines. Au niveau mondial, l'agriculture utilisant l'irrigation et produisant une grande part de nos aliments dépend de nappes phréatiques dont le niveau ne cesse de baisser. De plus, les rejets polluants déversés directement dans les eaux douces sont à un niveau jamais atteint dans l'histoire.

Notre planète est pourtant composée essentiellement d'eau – quelles sont nos erreurs?

La quantité d'eau douce disponible sur Terre est pratiquement constante sur le long terme. Malgré tout, c'est un grand défi de mettre à disposition des différentes branches économiques telles que l'agriculture, l'exploitation minière, l'industrie du textile et des denrées alimentaires, le tourisme et l'énergie, suffisamment d'eau de bonne qualité. Pour y arriver, nous devons comprendre de quelle manière l'eau influence l'environnement naturel, les économies nationales et les procédés de production agricoles et industriels. Le concept de « l'empreinte hydrique » est particulièrement adapté à cette problématique.

Qu'est-ce que l'empreinte hydrique?

Cette empreinte est une méthode qui comptabilise l'ensemble de l'eau mobilisée pour produire les biens et les services utilisés par la population, ainsi que les eaux usées déversées dans la nature suite à cette production.

¹ François Münger, géologue, hydrogéologue, ing env. EPF, chef du Programme Eau de la DDC

Felix Gnehm, géologue, responsable de projet « Eau » au WWF

A combien s'élève l'empreinte hydrique de la Suisse?

Selon la récente étude, réalisée par le WWF Suisse et la DDC en collaboration avec de prestigieuses universités et différents départements de la Confédération, un Suisse consomme directement env. 160 litres d'eau par jour pour son usage domestique alors qu'env. 4000 litre d'eau par personne et par jour sont nécessaires pour produire les biens que nous consommons.

En Suisse, nous consommons de nombreux biens produits à l'étranger qui ont nécessité de grandes quantités d'eau. Ainsi nous avons une empreinte hydrique élevée et plus de 80% de cette empreinte utilise des réserves d'eau de l'étranger; souvent des zones du globe pauvres en précipitations et qui surexploitent leurs réserves d'eau.

Que pouvons-nous faire en Suisse?

La Suisse, comme pays responsable doit s'engager fortement sur les défis mondiaux liés à l'eau. C'est plus qu'une simple responsabilité morale. Il en va de notre propre intérêt économique et de notre bien-être. Les entreprises suisses, nos administrations, mais également nous tous en tant que consommateurs, devons apporter une plus grande contribution pour que l'eau soit utilisée avec ménagement et de façon durable au niveau mondial. Cela ne veut pas dire qu'il faut cesser d'acheter des produits provenant de pays pauvres et soumis à un climat sec. Cela veut dire qu'il faut s'engager avec ces pays pour augmenter l'efficacité de leur gestion de cette ressource vitale.

Cela souligne la pertinence de l'engagement de la coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'eau.

S'engager sur le front de la crise globale de l'eau au service des plus pauvres: un défi que doivent relever les entrepreneurs des Greentec suisses

François Münger
Christian Eggs¹

L'expérience et l'innovation de plusieurs start-up et PME suisses les positionnent comme des acteurs pertinents pour s'engager sur les défis de l'eau. Les instruments pour ces développements se développent y compris sur le plan financier. La DDC soutient cette tendance avec plusieurs initiatives.

Une crise globale de l'eau ?

Au cours du XXe siècle, la population mondiale a triplé et la consommation d'eau a, elle, été multipliée par six. L'agriculture, qui consomme actuellement 70% de l'ensemble des eaux utilisées dans le monde, devra accroître sa production de 50% d'ici 2030. Aujourd'hui le tiers de l'humanité vit dans des régions avec des pénuries d'eau et, sans changements drastiques dans la gestion de cette ressource, ce sera près de la moitié de la population mondiale qui vivra dans un pays sous stress hydrique à l'horizon 2025. Les changements climatiques rendront encore la situation plus instable.

A cela s'ajoute la dégradation des eaux douces par des pollutions sans précédents dans l'histoire : dans un très grand nombre de pays, 90% des eaux usées et 70% des déchets industriels sont déversés dans les eaux superficielles.

Un large champ pour l'innovation technologique

La planète disposera globalement de suffisamment d'eau pour le développement de l'humanité si et seulement si, les ressources en eaux sont drastiquement mieux gérées. La bonne gouvernance est essentielle mais il y a aussi un champ pour l'innovation et les technologies propres, comme par exemple, l'application des nouvelles technologies de l'information et des technologies émergentes comme les réseaux de micro-capteurs, le développe-

ment des systèmes d'informations géographiques et de modélisation.

Les nanotechnologies sont un autre domaine à fort potentiel dans les traitements des eaux. Des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années.

La demande mondiale en équipements pour les traitements de l'eau est large. Un milliard de personnes sont encore sans aucun accès à l'eau potable et quand le service existe la qualité de l'eau est encore trop souvent déficiente. Avec un quart de la population mondiale qui vit à moins de 25 km des côtes, le marché de la désalinisation est en expansion. Si le marché des grands équipements pour la purification ou le dessalement (très glouton en énergie) est très occupé par des multinationales de l'eau, il reste une place pour les petits équipements, notamment pour servir les populations pauvres.

Le potentiel suisse

La Suisse est doublement concernée. D'une part elle doit répondre à de nouveaux défis concernant ses propres eaux (micropolluants, résidus de médicaments etc. qui ne sont actuellement pas retenus par nos STEPs).

D'autre part, insérée dans le marché global, la Suisse est très largement dépendante de l'eau des autres pays qui produisent les biens que nous consommons (il faut 400'000 l d'eau pour fabriquer une voiture, 4'500 l pour un steak de bœuf !). Ainsi en plus de la responsabilité au niveau mondial, répondre aux défis de l'eau c'est aussi garantir notre propre bien-être.

La Suisse possède une grande expérience dans le domaine de l'eau. Elle est un pays amont exemplaire. Elle a des services des eaux performants.

¹ Par François Münger et Christian Eggs, respectivement chef et sous-chef du Programme Global sur l'eau à la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Notre agriculture et notre industrie ont fait des progrès très significatifs dans leur gestion des eaux et des rejets.

Plusieurs de nos universités (EAWAGs, EPF, Hautes Ecoles) sont à la pointe dans ce domaine. Des start-up et PME émergent. Une spin-off de l'EPFL comme *Quantis* occupe ainsi une niche importante, notamment dans l'élaboration, au niveau mondial, d'une norme ISO sur l'empreinte eau.

Plusieurs de ces start-up et PME se lancent dans des développements technologiques pour répondre aux défis de l'eau avec une volonté de contribuer à servir le bas de la pyramide sociale dans les pays en développement, tout en assumant une responsabilité environnementale.

Les défis de ces start-up sont courageux et difficiles : au-delà de l'innovation technologique, c'est toute la question de l'opération durable, la maintenance des équipements et la pérennité d'une chaîne d'approvisionnement en pièces détachées et services spécialisés dans le long terme qui se pose. Et ceci, avec la contrainte de produire de l'eau au tarif local.

Un incubateur spécialisé

Le « International Centre for water management services » (CEWAS) lancé en 2010, est un nouvel incubateur de start-up en Suisse, dans les domaines de l'assainissement et de la gestion des eaux douces. C'est un centre unique qui vise la création de start-up mixtes formées d'entrepreneurs suisses et étrangers provenant de pays pauvres ou émergents. Avec une telle mixité de savoir-faire et de cultures, ces start-up devraient gagner en pertinence et réduire les risques d'échecs. Le CEWAS reçoit le soutien notamment du canton de Lucerne et des conseils de la DDC.

Renforcer les soutiens

En termes de soutien public, il existe d'importants subsides pour la recherche fondamentale, la recherche appliquée et même la création de prototypes. D'un autre côté, de nouveaux instruments financiers privés émergent (prêts de micro-finance, participation au capital) visant des investissements à haut potentiel social, environnemental.

Mais, entre le soutien public et ces nouveaux investissements privés, il y a un VIDE caractérisé par un manque de financements et de soutien pour valider à une échelle suffisante la viabilité de ces technologies pour convaincre les investisseurs privés.

C'est pourquoi la DDC met en place un instrument qui permettra d'appuyer des entrepreneurs suisses, sélectionnés par concours, pour des pilotes de terrain. Ces entrepreneurs ou start-up se présenteront avec leur financier engagé à les soutenir si le pilote est convaincant. Cet instrument, nommé le « Blue Tec Bridge » fait le pont entre les financements public pour la recherche et le financement privé à portée sociale. Un premier concours sera lancé en cette fin d'année.

Mais soyons clairs, un tel engagement requiert des « entrepreneurs sociaux » et des financiers plus motivés pour répondre à des besoins fondamentaux que par le profit.

Le partenariat innovant de la Haute Ecole de l'Arc Jurassien dans l'acquisition des données pour l'eau et l'agriculture : les nouvelles technologies participatives au service du développement

Christophe Bösch ¹

Suite à la croissance exponentielle de ces dernières années, ce sont maintenant trois quarts des habitants du globe qui ont désormais accès au téléphone mobile, et l'on compte même un nombre généralement plus élevé de détenteurs d'appareils mobiles dans les pays en développement que dans les pays développés. Cette omniprésence de la téléphonie mobile crée des opportunités nouvelles pour améliorer les moyens d'existence et les conditions de vie des populations du monde en développement, contribuant à la réduction de la pauvreté. En particulier, les systèmes de communications mobiles présentent un énorme potentiel pour améliorer la gestion des ressources en eau et renforcer la productivité de l'agriculture qui consomme plus de 90 % de l'eau douce utilisée dans le monde.

En effet, ces systèmes ont déjà prouvé leur efficacité quant à l'accès à l'information et aux données concernant les marchés, les prix et la météo. En les couplant avec des capteurs autonomes à bas coût, et en misant sur une approche participative, des informations essentielles à la gestion de l'eau et à la productivité agricole telles que la température, l'humidité des sols, et les niveaux d'eau des canaux d'irrigation peuvent être fournies à l'ensemble de la chaîne de production, du petit producteur à l'agence de gestion de bassin en passant par les associations d'usagers de l'eau. Ces informations peuvent ensuite être traitées en temps réel afin de s'assurer que l'eau soit au bon endroit au bon moment, ou pour réaliser des prévisions à court ou à moyen terme et servir d'outil à la décision, réduisant par-là les gaspillages et les conflits entre usagers et faisant une importante contribution au développement durable et à l'économie verte.

C'est à ce défi qu'un partenariat mené par la Haute Ecole Arc (Neuchâtel, Berne et Jura) s'est attelé depuis le début de cette année, avec le soutien de la

Direction du Développement et de la Coopération (DDC), en développant une approche pluridisciplinaire pour la gestion et la modélisation intégrée des ressources en eau : iMoMo en abrégé selon l'acronyme anglais. Comme les questions liées à l'eau sont complexes et que le succès d'une telle entreprise dépend de nombreux facteurs bien au-delà des questions technologiques, HE-Arc a mobilisé une équipe comprenant des chercheurs et des étudiants de son institut de Systèmes d'Information et de Communication (ISIC-Arc) pour le développement de capteurs et d'interfaces innovants et à bas coût, de son institut de Design, Ergonomie et Anthropologie (EDANA-Arc) pour s'assurer que les produits répondent à un besoin et sont adaptés aux usagers et à leurs références culturelles, ainsi que la Haute Ecole Arc Gestion pour l'étude des questions économiques et financières essentielles à la pérennisation du projet.

Afin de réunir toutes les compétences nécessaires, la HE-Arc s'est associée avec Hydrosolutions GmbH, une 'spinoff' de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich chargée de développer un modèle hydrogéologique permettant de simuler le bassin concerné, sur lequel va reposer toute l'interprétation des données recueillies. Un deuxième partenariat-clé est celui avec la Haute Ecole des Beaux-arts de Zurich (ZHdK) spécialisée dans la conception de 'jeux sérieux' où les interfaces et les mécanismes hérités des technologies du jeu sont appliqués à la gestion, à l'interaction et à la motivation des participants.

Comme l'ambition du projet est d'avoir un impact au niveau global, HE-Arc a établi également un partenariat avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), la plus grande organisation globale environnementale au monde, basée à Gland, et est en consultation avec les producteurs et opérateurs de téléphonie mobile ainsi qu'avec les agences de développement

¹ Christophe Bösch, Programme Global sur l'eau à la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

quant à leur participation dans la phase de mise à l'échelle du projet.

De la théorie à la pratique

A la suite d'une étude de faisabilité réalisée au début 2012, la décision a été prise de réaliser un déploiement pilote en Tanzanie, dans le bassin de la rivière Pangani qui prend sa source sur les pentes du Mont Kilimandjaro, avec des associations d'usagers de l'eau, l'agence de bassin de la rivière Pangani, ainsi que le Ministère de l'eau qui ont tous démontré un intérêt très fort pour l'approche iMoMo et toutes les potentialités qu'elle offre. Les travaux préparatoires ont démarré en juin 2012 et la phase de design et d'expérimentation avec les usagers devrait s'achever à la mi-2013. Si les résultats sont probants des points de vue technique, social, institutionnel et économique, une phase de mise à l'échelle suivra en Tanzanie et probablement ailleurs en Afrique de l'Est, menée par des partenaires locaux des secteurs privé, public et académique, et en collaboration avec le Centre pour le Développement et l'Environnement de l'Université de Berne qui a une expérience de plusieurs décennies dans la gestion du territoire et des eaux dans des bassins versants en Tanzanie, au Kenya et en Ethiopie.

De plus, iMoMo a été présenté au début du mois de juillet 2012 à une conférence régionale à Almaty au Kazakhstan, regroupant les 6 pays d'Asie Centrale avec le soutien technique et financier de la Banque Mondiale, de la DDC, du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe et de l'Union Européenne. Suite à l'atelier, une décision de principe a été prise pour que l'approche soit mise en œuvre dans des zones pilotes dans la vallée de la Fergana² dans le cadre d'un nouveau projet d'appui au secteur de l'eau au Kirgystan, financé par la DDC, la Banque Mondiale et le Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

Bien qu'il faille rester prudent à ce stade de développement et d'expérimentation, l'approche iMoMo

semble réunir tous les atouts pour que ce partenariat innovant, international et pluridisciplinaire, mené par la Haute Ecole Arc, puisse apporter une contribution significative à une meilleure gestion de l'eau et par là une sécurité alimentaire renforcée en Afrique, en Asie et au niveau mondial.

2 Voir l'article sur la vallée de la Fergana publié dans ce numéro de Politorbis *De l'or bleu en Asie centrale*, page 21. Voir aussi la présentation donnée à la conférence d'Almaty à <http://hydrosolutions.ch/files/iMoMoCentralAsiaFull.pdf>

Se laver avec les mains avec du savon, une des clés de la santé publique mondiale

Christian Eggs ¹

« Va te laver les mains avant de manger ! » Combien de fois n'avons-nous pas lancé cet ordre devenu signe élémentaire de propreté voire de simple politesse ? A force, on en vient à oublier que cet acte basique constitue sans nul doute le moyen économiquement le plus performant pour la prévention des maladies transmissibles. Dans le monde, un enfant de moins de 5 ans meurt toutes les 20 secondes d'une maladie diarrhéique. Faire adopter cette habitude revient à sauver des vies. Avec le support déterminant de la coopération suisse, une gigantesque campagne de sensibilisation au lavage des mains va être lancée en Inde, un pays où l'on compte plus de propriétaires de téléphones portables que de personnes disposant de toilettes, sensibilisation qui va toucher des dizaines de millions de personnes.

Alors qu'il est en poste à Vienne dans les années 1840, l'obstétricien hongrois Semmelweis démontre le premier un lien entre hygiène des mains du personnel soignant et mortalité liée aux infections. Il fait de l'hygiène des mains son credo mais n'arrive pas à faire reconnaître sa découverte par ses collègues qui considèrent le lavage des mains comme contraignant et inopportun. Il est révoqué, perd son rang académique pour être finalement interné dans un asile pour malades mentaux où il finit ses jours. Mais son intuition ne restera pas sans suites et avec les progrès de la médecine, c'est tout un courant hygiéniste qui s'empara de la fin du XIX^{ème} siècle. Si l'école obligatoire demeura longtemps le creuset où l'on enseigne comment se laver les mains (et c'est encore le cas aujourd'hui dans nombre d'établissements primaires romands), les efforts de sensibilisation se concentrent désormais dans le monde hospitalier pour réduire les infections liées aux soins (infections dites nosocomiales) avec le rôle pionnier des Hôpitaux Universitaires de Genève. Hors de l'école ou de l'hôpital, se laver les mains n'a plus la cote et c'est à peine

si sous nos latitudes, la grippe H1N1 a remis en vigueur certains vieux principes d'hygiène et de prévention.

Dans les pays les plus pauvres, et notamment dans les zones rurales, les décès dus à une mauvaise hygiène causent cependant toujours des ravages. L'OMS estime que diarrhées et infections respiratoires aiguës sont responsables des deux tiers des cas de mortalités infantiles, cinq fois plus que la malaria ou treize fois plus que le SIDA. Le lavage des mains au savon constitue un moyen extraordinairement efficace pour supprimer les principales voies de transmission de ces maladies infectieuses et la Suisse s'engage dans le cadre de son aide au développement à promouvoir le lavage des mains au savon au travers de campagnes de sensibilisation à large échelle.

Grâce au support de la DDC, une gigantesque campagne de promotion de l'hygiène se prépare depuis un an déjà par *WASH-United*, une organisation non-gouvernementale allemande alliée à des spécialistes indiens de la communication. Cette campagne prendra la forme d'un festival itinérant, le *Yatra*, un terme sanscrit qui signifie pèlerinage, procession. Départ ce mercredi 3 octobre et pour une cinquantaine de jours de cheminement, ce festival traversera cinq Etats intérieurs de l'Inde, reliant les villes de Wardha (Etat du Maharashtra) et de Bettiah (Etat du Bihar) sur près de 1'900 km. A l'image d'un cirque qui stationne de ville en ville, le *Yatra* s'installera au fil du trajet dans différentes cités indiennes pour y proposer des animations ciblées non seulement sur le lavage des mains mais également sur l'hygiène domestique et l'utilisation des toilettes. Une place particulière sera donnée aux aspects d'hygiène menstruelle, un sujet longtemps entouré de silence et de tabou, mais reconnu désormais comme essentiel pour assurer l'équité et la dignité des femmes.

¹ Christian Eggs, sous-chef du Programme Global sur l'eau à la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Une campagne faite d'innovations pour une influence globale

Cette campagne se distingue des autres actions de sensibilisation par trois aspects innovants. C'est d'abord un évènement d'une ampleur rarement réalisée jusqu'ici dans un temps aussi court. Tirant parti des techniques de marketing et s'appuyant sur de multiples canaux de communication, la campagne ambitionne d'atteindre une audience de plus de 80 millions de personnes. C'est ensuite une campagne positive, délaissant les messages culpabilisants (« ne pas se laver est sale ») pour exploiter les valeurs et symboles chers aux Indiens ; c'est ainsi que les stars nationales du sport-roi qu'est le cricket et les acteurs fétiches de Bollywood seront parties prenantes de la campagne. Enfin, troisième spécificité, les effets immédiats et à plus long terme seront analysés en profondeur afin d'évaluer dans quelle mesure les actions de sensibilisation débouchent sur un changement de comportement durable. C'est l'Eawag, Institut de recherche de l'eau du domaine des Ecoles Polytechnique Fédérales à Dübendorf qui est chargé de mesurer cet impact.

Cette expérience indienne marquera les esprits, c'est certain. Pour la coopération suisse, qui compte entreprendre une seconde campagne du même type en 2013 dans un autre continent, les enseignements tirés devront permettre de démontrer qu'avec des messages positifs dénués de tout misérabilisme et soutenus par un marketing innovant, il est possible avec des moyens limités de gagner la guerre contre les mains sales et les infections qui déciment encore les plus pauvres. Se laver les mains avec du savon est un acte clé de santé publique mondiale valable de la Suisse aux bidonvilles de Bombay... Les campagnes de lavage de main ont un caractère universel.

De l'or bleu en Asie Centrale

Véronique Hulmann ¹

Kirghizstan, Ouzbékistan et Tadjikistan. Des noms encore difficiles à situer sur une carte pour nombre d'entre nous. Ces pays d'Asie centrale frontaliers du Kazakhstan, de la Chine et de l'Afghanistan ont pourtant acquis leur indépendance il y a plus de vingt ans en 1991 dans la foulée du démantèlement de l'Union Soviétique. Jusque-là, ils ne figuraient pas dans nos livres de géographie.

Plus célèbre que les pays de la région, la mer d'Aral risque elle de ne plus figurer longtemps dans les mêmes atlas. Alors qu'elle couvrait encore en 1960 plus d'une fois et demie la surface de la Suisse, la mer d'Aral est aujourd'hui en train de disparaître avec des conséquences dramatiques sur l'environnement, la faune et les populations. La salinisation et le tarissement des sources d'eau potable ont pour conséquence un appauvrissement des communautés qui vivaient autrefois des produits de la pêche, les poussant à émigrer.

Le Tadjikistan et le Kirghizstan ont tout comme la Suisse des chaînes de montagnes très élevées recouvertes de glaciers qui alimentent les fleuves qui s'écoulent vers les pays en aval - l'Ouzbékistan et le Turkménistan dont les sols regorgent de gaz ou de pétrole -, pour terminer leur course dans la mer d'Aral. Une précision importante, car l'effondrement de l'Union Soviétique n'a pas seulement changé les livres de géographie mais aussi conduit au démantèlement d'un système régional complexe de gestion et de distribution de l'eau. Des barrages ont été construits le long des cours d'eau pour produire de l'électricité; les fleuves et les rivières ont été enfermés dans des canaux à grand ou faible débit pour augmenter la surface des terres irriguées. Les subventions de Moscou qui permettaient d'entretenir ces réseaux et d'employer du personnel qualifié se sont taries après les indépendances. Les nouveaux Etats, affectés par des conflits internes et gangrenés par la corruption,

n'ont pas été en mesure de renouveler les capacités nationales nécessaires pour gérer ces systèmes complexes de gestion de l'eau. La confiance et les capacités à négocier d'égal à égal avec les Etats voisins sur la base de données fiables faisaient défaut. Les infrastructures - canaux, écluses, systèmes d'irrigation - dont la maintenance n'étaient plus assurée, se sont détériorées. Les techniques d'irrigation et de production agricole sont restées obsolètes avec pour conséquence une productivité de l'eau très basse et des pertes estimées à 60%! De plus, le nombre de personnes, en particulier les enfants, souffrant de maladies liées à l'eau a explosé. Et comme si cela ne suffisait pas, les changements climatiques qui touchent fortement cette région - fonte des glaciers, périodes de sécheresse ou de pluies abondantes toujours plus fréquentes - accroissent la vulnérabilité de la région victime des catastrophes naturelles de grande ampleur.

C'est dans ce contexte difficile, en particulier la vallée de Fergana, que travaille la coopération suisse² depuis la fin des années nonante. Elle met en œuvre des projets ayant pour buts, d'une part, de donner accès à l'eau potable aux populations. Ceci de manière pérenne en établissant des systèmes de recouvrement des coûts et de maintenance, et en informant les gens sur comment prévenir les maladies liées à l'eau. D'autre part, la coopération suisse a créé des comités villageois de gestion de l'eau qui permettent de distribuer le précieux liquide dans la communauté et entre villages en tenant compte des besoins en électricité de l'économie, des hôpitaux, des écoles et des ménages, mais aussi de l'agriculture. Elle améliore la qualité des données - quantité d'eau dans les canaux - condition essentielle pour répartir l'or bleu de manière non conflictuelle. Sans oublier la maintenance des systèmes d'irrigation permettant d'irriguer les terres, source principale de revenu

¹ Véronique Hulmann, Cheffe de la Division Communauté des Etats Indépendants (CEI)

² Direction du développement et de la coopération (DDC) et Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

pour des millions de personnes. La coopération suisse veut également renforcer les savoir-faire locaux, des paysans pour introduire de nouvelles techniques d'irrigation ou augmenter la productivité de l'eau et des autorités de gestion des cours d'eau.

Tous ces efforts pour quels résultats? Près de 160 organisations villageoises de gestion participative de l'eau ont été créées et les conflits locaux liés à l'eau ont diminué ; une augmentation importante de la productivité de l'eau sur un territoire de 430'000 hectares de terres agricoles où vivent plus de trois millions de personnes. Côté institutionnel, les gouvernements des pays de la région adoptent de nouvelles politiques de gestion intégrée de l'eau et des systèmes informatisés de régulation des flux d'eau permettent de distribuer l'eau entre pays selon des clés de répartition prédéfinies. Au total ce sont 440'000 personnes de plus qui ont eu accès durant les quatre dernières années à l'eau potable grâce à la Suisse.

Malgré ces succès, les défis pour assurer la pérennité des résultats restent énormes. Pour pouvoir mettre à échelle les effets de ses projets, la Suisse joint ses forces avec celles des gouvernements partenaires, des populations locales et de la communauté internationale. Elle s'engage fortement dans des processus de dialogue politique au niveau national, régional et international où l'on analyse les problèmes et identifie ensemble des solutions. C'est en travaillant sur le terrain et au niveau politique que des solutions pour assurer un accès à l'eau pour tous seront trouvées.

Ukraine: quand la décentralisation passe par l'eau

Pierre Maurer ¹

La DDC et le SECO² sont actifs dans ce grand pays européen qu'est l'Ukraine en soutenant sa difficile transition avec la mise en œuvre de divers programmes de développement qui visent à améliorer la qualité de vie des citoyens.

La transition passe aussi par les infrastructures

Le coût économique et social payé par l'Ukraine dans la phase de transition depuis son indépendance de l'URSS en 1991 a été considérable et continue d'affecter très lourdement son développement. Les difficultés liées à la transition d'un pays hautement centralisé et renfermé sur lui-même vers une économie de marché et une société pluraliste sont visibles dans tous les domaines de la vie sociale. Les infrastructures ont particulièrement souffert de cette évolution, que ce soit les communications, les hôpitaux, les écoles et bien sûr les infrastructures pour la distribution de l'eau potable et l'assainissement. Les structures administratives de l'Ukraine sont toujours très centralisées et le niveau de coopération entre les différentes autorités régionales est demeuré faible, ce qui rend la répartition des compétences et les financements de projets communs difficiles. Depuis la chute du communisme et le transfert du contrôle des systèmes d'approvisionnement en eau aux autorités locales qui en fut une des conséquences, très peu de ressources ont été consacrées au maintien en état de ces systèmes, ce qui s'est fait ressentir en particulier dans les campagnes où de nombreux villages n'ont pas été en mesure d'assurer l'entretien de leurs réseaux. Les habitants des zones rurales avaient recours à des puits généralement peu profonds et parfois contaminés. En raison des infiltrations de nitrates en provenance des fermes voisines, il a souvent fallu les fermer. Dans certains villages, les puits se sont asséchés et l'eau devait être amenée par camion-ci-

terne! Dans d'autres régions, la population s'est habituée à boire de l'eau contaminée qui devait préalablement être bouillie et filtrée afin d'éliminer les impuretés. On le voit, le bilan de la transition dans le domaine de l'eau est accablant.

L'eau pour promouvoir la décentralisation

Pour soutenir les réformes en Ukraine, la DDC s'est engagée il y a une dizaine d'années dans un programme de soutien mis en œuvre par Skat, une ONG de Suisse orientale spécialisée dans le domaine de la gestion de l'eau qui a acquis une vaste expérience dans ce domaine³. L'idée initiale était de contribuer aux réformes et à la décentralisation du pays, mais en travaillant à partir de la base, dans les régions, de manière concrète, avec la participation active des citoyens dans la conception et le lancement des projets. On a commencé par identifier des personnalités du village qui soient à même de mobiliser un soutien local en faveur des projets et par mettre en place des coopératives vouées à la rénovation et à l'entretien des systèmes d'approvisionnement de l'eau. Avec le succès des premiers projets-pilotes, l'élan a été donné et le programme a pu se développer, permettant un accès à l'eau à un nombre croissant de villageois. Même la question du financement a été progressivement surmontée, puisque la contribution de la DDC au fond créé n'a cessé de diminuer en faveur des contributions croissantes des villages et des budgets locaux et régionaux : voyant que le système mis en place fonctionnait, les villageois et même certaines entreprises se sont montrés disposés à contribuer à son financement. A relever que certaines régions qui ont entendu parler du projet suisse s'en inspirent pour amener l'eau à leurs villageois, sans aucune intervention du projet, sinon la force de l'exemple. N'est-ce pas là l'illustration la plus parfaite du succès d'une intervention en faveur du développement ?

1 Pierre Maurer, DDC, Division Communauté des Etats Indépendants (CEI)

2 Direction du développement et de la coopération (DDC) et Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

3 Voir www.skat.ch

Renforcement des autorités locales

En plus de la mobilisation sociale des citoyens, le renforcement des autorités locales représente l'autre facette du projet. Appelées à participer activement à la planification, au financement et à la mise en œuvre des projets, les autorités locales fournissent des conseils techniques et transmettent aux communautés la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau, jouant un rôle de catalyseur et renforçant ainsi une légitimité parfois écornée par des années d'inaction.

Encouragées par leur expérience acquise avec le projet, certaines communautés ont mis à profit leurs nouvelles connaissances pour mettre en place dans leur village d'autres services comme le gaz ou l'électricité.

Pour favoriser son avancement, le projet collabore avec d'autres acteurs engagés dans ce domaine et contribue à faire progresser la discussion autour de la réforme de l'eau dans le pays. L'expérience acquise sur le terrain par le projet sert de source d'inspiration pour la rédaction de certains documents de nature juridique au niveau national. Si le dialogue politique n'a pas encore répondu à toutes les attentes, les 55'000 citoyens qui ont eu accès à l'eau grâce au projet suisse incarnent de la plus belle des manières les succès réalisés .

Noël à Mindanao

Gabriela Neuhaus ¹

La tempête tropicale Washi a provoqué l'an passé des inondations dévastatrices aux Philippines, faisant plus de mille morts et des dizaines de milliers de sans-abri. Six experts suisses ont été dépêchés sur place en urgence pour porter secours à la population sinistrée. Une mission typique du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA).

Claudio Valsangiacomo se trouve dans le train qui le ramène d'une séance à Berne vers son domicile au Tessin, quand la responsable logistique du CSA l'appelle sur son téléphone portable. Moins de 24 heures plus tard, il est à bord d'un avion qui l'emène aux Philippines pour une nouvelle mission de secours. Il emporte avec lui trois grandes malles noires contenant le matériel de deux laboratoires mobiles pour l'analyse bactériologique et chimique de l'eau. C'est l'équipement de base des spécialistes de l'eau potable et de l'assainissement.

À l'aube du 17 décembre 2011, des pluies diluviennes ont fait monter les eaux à une vitesse hallucinante sur l'île de Mindanao et provoqué des inondations dévastatrices. Les villes les plus touchées ont été Cagayan de Oro et Iligan, sur la côte nord, où beaucoup d'habitants ont été surpris par les flots dans leur sommeil. Un premier bilan faisait état de 650 morts et plus de 800 disparus. Hélas, il a fallu rapidement le corriger à la hausse.

Comme elle le fait toujours lors de telles catastrophes, la Suisse a offert son assistance au gouvernement philippin dès qu'elle en a été informée. Après une première analyse de la situation, la centrale du CSA a décidé d'envoyer sur place une équipe d'intervention rapide (EIR).

Des équipes hautement spécialisées

Cette EIR est restée deux semaines sur place. Elle comprenait six membres du CSA, à savoir quatre spécialistes en hydrologie et deux logisticiens. Tous sont des professionnels qui prennent des congés ou sont libérés par leur employeur pour effectuer ce type de missions de secours. Claudio Valsangiacomo est collaborateur scientifique à la Haute école spécialisée tessinoise. Après le tsunami en 2004 et l'épidémie de choléra au Zimbabwe en 2008, c'est le troisième Noël qu'il passe dans une région sinistrée plutôt qu'en famille. Cela ne pose aucun problème, dit-il. « Les miens sont tout contents quand je reviens à la maison avec beaucoup de choses à raconter. »

Ce biologiste fait partie depuis dix ans du CSA, un corps de milice qui compte quelque 700 membres. Il accomplit en moyenne une à deux missions par année. L'intervention aux Philippines est sa première en qualité de chef d'équipe. Son groupe comprend d'autres habitués, comme le chimiste Peter Dario, l'ingénieur Urs Rupper ou le logisticien Patrick Frehner. En revanche, les géologues Ellen Milnes et Thomas Rosenberg participent à leur première mission. Lors de l'escale à Manille, l'ambassadeur de Suisse remet à Claudio Valsangiacomo l'équivalent de 40 000 francs en espèces pour que l'équipe puisse agir immédiatement et en toute indépendance une fois sur place.

Pas de temps à perdre

En arrivant à Cagayan de Oro, l'EIR découvre une ville dévastée. Tout un quartier a été emporté par la crue. De nombreuses maisons sont détruites, dont celle qui abritait le laboratoire municipal d'hydrologie. Environ 60% des 500 000 habitants sont privés d'eau potable depuis la rupture d'une conduite. Il faut agir vite. « Nous sommes arrivés l'après-midi à 15 heures. À 17 heures, nous avons discuté de la situation avec la cheffe du service municipal des eaux. Et trois heures plus tard, nous

¹ Gabriela Neuhaus. Article paru dans le no. 3/2012 d'*Un seul monde*, le magazine de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

faisons déjà nos premières analyses », raconte Claudio Valsangiacomo qui se félicite de la collaboration efficace avec les responsables locaux.

Confrontée à cette situation dramatique, l'équipe du CSA constate qu'il était effectivement vital d'emmener ses propres équipements. Les laboratoires mobiles vont tourner à plein régime pendant les deux semaines suivantes: les experts suisses font une quarantaine d'analyses par jour pour décider quelle eau peut être considérée comme potable et quels puits il faut curer.

Cours intensif de chloration

Le reste du matériel arrive le 24 décembre, deux jours seulement après les premiers secouristes suisses. « Ce transport rapide en pleine période de Noël est une grande performance de la part de nos logisticiens », apprécie Claudio Valsangiacomo. Les dix cuves en plastique livrées depuis la Suisse atténuent la grave pénurie de contenants destinés à l'approvisionnement en eau. Pour assurer la qualité de l'eau fournie à la population, les spécialistes du CSA donnent un cours intensif de chloration aux chauffeurs des camions et à toutes les autres personnes qui participent à la distribution. Ils apportent par ailleurs aide et conseils dans les opérations de curage et de remise en service d'innombrables puits. À Iligan, ils mettent en place 33 installations d'assainissement écologique.

Peu avant la fin de sa mission, l'équipe du CSA a encore lancé une action de nettoyage de la boue dans le quartier de Balulang. Afin de prévenir d'éventuelles tensions, elle y a d'emblée associé l'imam et le curé locaux. Les travaux battaient leur plein au départ des Suisses: le reste de l'argent liquide a servi à louer des pelles, des charrettes, une pelleuse et un camion; il a aussi permis de payer les 150 personnes qui ont œuvré pendant une semaine à évacuer la boue dans les rues de leur quartier. Au sein de l'équipe, on avait longuement discuté des aléas que pouvait comporter ce programme de travail rémunéré. Quelques semaines plus tard, Claudio Valsangiacomo a reçu une photo de Balulang: elle prouve qu'il valait la peine de prendre ce risque.

La contribution de la coopération économique du SECO au défi de la Gestion des réseaux d'eau urbains

Guy Bonvin ¹

Le développement économique durable, facteur de réduction de la pauvreté, est intimement lié à l'existence d'infrastructures de base fiables, efficaces et pérennes, tant d'un point de vue financier qu'environnemental et opérationnel. Les services publics (ou parapublics) d'eau et d'assainissement doivent être fournis à un coût acceptable pour la population et le secteur privé, tout en assurant les revenus nécessaires à leur maintien et à leur renouvellement. La maîtrise de cette équation est loin d'être une évidence dans les pays partenaires de la Coopération Economique (WE) du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), en particulier dans les centres urbains régionaux, qui souffrent d'infrastructures délabrées ou mal gérées, voire de l'inexistence de celles-ci. Cela se traduit par l'insuffisance ou l'absence d'eau potable, le rejet des eaux usées directement dans les cours d'eau et le dépôt sauvage des ordures qui sont non seulement un risque pour la santé des populations urbaines et l'environnement, mais aussi clairement un frein au développement du tissu économique. Le manque fréquent de financement pour les infrastructures de base est à la fois la cause et la conséquence de ces défis. En effet, l'accès au financement est souvent restreint en raison de la gestion peu efficace de services qui peinent à convaincre l'éventuel financier du bienfondé de son investissement. Ainsi s'enclenche un cercle vicieux entre dégradation du service et réticence à payer pour celui-ci.

Favoriser un cercle vertueux implique de concentrer les activités de financement des infrastructures dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et sur l'intégration cohérente de celles-ci dans une politique de développement urbain durable. Au fil des années, la section de financement d'infrastructures du SECO a acquis l'expertise qui lui permet d'agir aux trois niveaux complémentaires qui renforcent la durabilité du secteur : le financement d'équipement, le soutien

institutionnel pour la gestion des entreprises qui fournissent les services et finalement le dialogue politique sectoriel pour traiter par exemple du financement, de la gouvernance et des normes et meilleures pratiques. Le travail avec les banques de développement et autres bailleurs de fonds permet d'avoir un effet de levier, d'une part sur les fonds, indispensable en regard des besoins, et d'autres part sur la diffusion de l'expertise à une plus large échelle.

L'exemple de Shkodra en Albanie

Ainsi concrètement, le service des eaux de la ville de Shkodra (120'000 habitants) au nord de l'Albanie est soutenu par un effort conjoint de la Banque Allemande de Reconstruction (KfW) et du SECO. Le financement suisse (7.5 millions d'EUR sur un total de 17.4 millions d'EUR) permet la rénovation du réseau pour que les clients reçoivent une eau de qualité sans interruption au lieu de quelques heures par jour précédemment. La gestion technique et commerciale du service permet d'envisager un équilibrage progressif des coûts d'opération et de maintenance avec les revenus des factures dont le taux de recouvrement augmente significativement. La faible capacité de la commune ne permet pas encore d'envisager la construction et surtout l'exploitation d'une station d'épuration des eaux usées. Un tel projet est en cours de réplification dans 4 autres villes d'environ 50'000 habitants sous la forme d'un programme conjoint de 31 millions d'EUR, dont un tiers est financé par un don de la Suisse (pour la ville de Lezha) et deux-tiers par un prêt de la KfW et l'Union Européenne.

Le SECO, par le biais de son bureau à Tirana, en collaboration avec la KfW, participe activement aux réflexions du gouvernement sur les lois cadre du secteur de l'eau, notamment quant au financement de ces services, quant à la politique tarifaire et aux aspects environnementaux. Le projet de Shkodra a été l'occasion d'une mise en œuvre concrète des prescriptions sur la protection des sources et la ges-

¹ Dr Guy Bonvin, Chef de la Section Financement d'Infrastructures de la Coopération Economique du SECO

tion des constructions sur ces zones, dont la mise en œuvre reste un défi pour les autorités.

Des projets similaires sont en cours ou en planification en Macédoine, au Kosovo, en Bosnie Herzergovine, ainsi qu'en Asie Centrale.

Diplomatie de l'eau: l'exemple du Moyen-Orient

Jean-Daniel Ruch ¹

Le Proche-Orient est une des régions du monde les plus affectées par l'impact des activités humaines sur les ressources en eau. Néanmoins, une gestion saine des ressources hydrauliques permettrait sans problème de satisfaire les besoins de la région. Pour cela, il conviendrait de combiner une coordination politique des pays de la région avec des améliorations techniques. Le projet « Paix bleue. Repenser l'eau au Moyen-Orient »² est le fruit d'une coopération originale entre la DDC, la Direction politique du DFAE et un institut indien, le « Strategic Foresight Group ». Après avoir effectué un état des lieux, il énumère une série de recommandations de nature technique et politique propres à assurer un accès à l'eau sur le long terme pour les pays considérés, soit la Turquie, l'Iraq, la Syrie, le Liban, la Jordanie, Israël et les territoires palestiniens occupés.

Le constat est de prime abord dramatique : alors que le Proche-Orient connaît une croissance démographique qui reste forte, les ressources en eau stagnent ou diminuent dans la plupart des pays. A ce facteur démographique viennent s'ajouter d'autres éléments qui ne font qu'aggraver la situation, comme par exemple les changements climatiques, le manque d'entretien des infrastructures ou encore la pollution des sources d'or bleu. En conséquence, la quantité d'eau disponible par habitant diminue, ce qui a une foule de conséquences : exode rural, renchérissement des denrées alimentaires, migrations, ou encore inégalités dans la répartition de l'eau qui crée des tensions sociales, intercommunautaires ou même internationales.

Ainsi, par exemple, la Syrie disposait de 1885 mètres cubes d'eau fraîche disponible par habitant en 1950. On en est aujourd'hui à environ 700. Le seuil d'alerte fixé par les institutions internationales est de 1100 mètres cubes. On ne peut certes pas prétendre que

la pénurie d'eau soit seule à l'origine de la guerre civile en Syrie. Néanmoins, il est évident que ce phénomène a aggravé les tensions socio-politiques causées par un régime dictatorial brutal et profondément inégalitaire. Pour prendre un autre exemple de corrélation entre gestion hydraulique et conflit, on peut mentionner Israël et les territoires palestiniens occupés. En Cisjordanie, les colons juifs vivant dans des implantations illégales consomment quatre fois plus d'eau que leurs voisins palestiniens, environ 300 litres par habitant pour les premiers, en moyenne 70 litres pour les seconds. Cette inégalité flagrante vient s'ajouter aux autres frustrations des Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne pour nourrir les ressentiments, le conflit, la violence.

L'accès à l'eau constitue donc un enjeu majeur des décennies à venir, pour le Moyen-Orient, mais aussi, par répercussion, pour l'Europe. On voit presque tous les jours combien toute instabilité au Moyen-Orient affecte immédiatement notre continent. Quelles sont les stratégies qui peuvent endiguer ces risques, qui sont à la fois existentiels pour les populations concernées et sécuritaires pour nous ? La Suisse travaille depuis plusieurs années sur deux axes : l'accès à l'eau et la résolution des conflits au Moyen-Orient.

Pour ce qui est de la première ligne d'action, l'accès à l'eau, le rapport « Paix bleue » identifie une dizaine de recommandations qui vont du purement technique, comme par exemple l'augmentation de la capacité de désalinisation des eaux de la Méditerranée, au politique, comme la création d'un Conseil de coopération régional pour la gestion des ressources hydrauliques du Moyen-Orient. Ce Conseil pourrait être au Moyen-Orient ce que la Commission sur le charbon et l'acier fut à l'Europe dans les années cinquante : l'embryon d'un processus d'intégration régionale porteur de paix. Dans un premier temps, le Conseil pourrait inclure ces deux châteaux d'eau de la région que sont la Turquie et le Liban, ainsi que la Jordanie et l'Iraq, ces pays-là étant dépendants parce qu'en aval des grands

1 Jean-Daniel Ruch, Représentant spécial de la Suisse pour le Moyen-Orient, DFAE

2 Titre original : « The Blue Peace. Rethinking Middle East Water », Strategic Foresight Group, 2011

fleuves. La Syrie devrait rejoindre le Conseil après la guerre civile, et Israël et la Palestine une fois que leur conflit aura été réglé. Le projet est ambitieux, mais rien ne peut mieux assurer la stabilité et la prospérité à long terme de cette région qui nous est si proche qu'une intégration régionale sur le modèle de l'Union européenne.

La Suisse s'engage aussi activement à œuvrer en faveur d'une solution du conflit israélo-arabe. L'Initiative de Genève, qui comporte au demeurant un chapitre sur l'eau, est le seul modèle complet d'un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens. Nous tirons aussi parti de notre neutralité et de notre tradition de bons offices pour nouer des liens entre tous les acteurs de la région, y compris les partis politiques issus de l'islam, Salafistes et Frères musulmans.

C'est en définitive au confluent du technique et du politique que le Moyen-Orient sera remis à flot. Il en va de la stabilité de cette région ; il en va de nos intérêts bien compris.

Le centime de l'eau: la solidarité de toute une ville !

Jean Parrat ¹

Delémont, la capitale jurassienne, a mis en place le centime de l'eau, une idée portée par les autorités politiques et les responsables des Services industriels de la ville. Sur chaque mètre cube d'eau vendu à Delémont (actuellement au prix de Fr. 2.00), un centime est prélevé. Il est destiné à soutenir des projets de coopération internationale dans le domaine de l'eau. En 2012 par exemple, le décompte définitif des ventes d'eau des Service industriels de la ville de Delémont pour l'année 2013 s'est monté à 970'766.18 m3. Un montant de Fr. 9710.- correspondant au centime de l'eau a ainsi pu être dégagé.

Jumelée depuis 1986 avec la ville de La Trinidad au Nicaragua (département de Esteli), la Municipalité ainsi que la population de la ville soutiennent depuis les actions engagées par le Groupe Nicaragua (membre de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement – FICD : www.ficd.ch) en charge de l'animation de ce jumelage. Sur place au Nicaragua, c'est la section locale du Movimiento comunal nicaragüense (MCN – cette ONG a reçu en 2009 le Prix Population décerné par l'Organisation des Nations Unies – United Nations Populations Award) qui se charge du choix, de la mise en œuvre et du suivi des projets. Durant le quart de siècle écoulé, les soutiens ont été nombreux allant de la construction d'écoles jusqu'à la mise en place d'un bibliobus destiné aux zones rurales en passant par des actions de soutien d'urgence aux victimes de l'ouragan Mitch ou encore l'organisation et le soutien à des micro-projets portant sur un fonds destiné à remettre des poules aux familles nécessiteuses, la construction de centaines de latrines, le creusages de puits, l'aménagement d'une maison du MCN (casa comunal) ou l'éveil aux droits civiques (pour plus d'information, voir sous www.groupe-nica.ch). Depuis 2010, un grand projet de renforcement institutionnel est en cours. L'un des volets de ce projet comprend notamment des actions relatives à l'amélioration de l'accès à l'eau de populations rurales et urbaines ainsi que des

actions de micro-reforestation et de sensibilisation à l'usage économique de l'eau. Les montants reçus par le Groupe Nicaragua via le centime de l'eau ont permis de financer ces actions. En zone urbaine par exemple, un quartier de La Trinidad (Barrio Villa) s'est récemment développé : il accueille de nombreuses familles paysannes ayant migré vers la ville. Les conditions de vie y sont particulièrement précaires et l'accès à l'eau n'est garanti que dans la partie la moins récente du quartier (projet partiel soutenu par le Luxembourg et réalisé par la municipalité de La Trinidad). Le centime de l'eau delémontain a permis, en coordination avec la mairie et ENACAL (Empresa Nacional de Acueductos y Alcantarillados), d'assurer à chaque famille un point d'eau dans son lieu de vie. Ce sont ainsi 40 familles qui jouissent aujourd'hui d'un accès direct à l'eau potable. A la communauté rurale Mesa de Oyanca, 50 familles ont bénéficié d'un double captage d'eau de source réalisé avec le soutien du centime de l'eau. Les captages ont été complétés par la construction d'un système de réservoirs (décantation et stockage de l'eau captée) et la pose d'une conduite de 3,5 km permettant le déversement de l'eau jusqu'à la communauté rurale. Tous les projets conduits par le MCN sur place font appel à l'engagement direct des bénéficiaires pour la réalisation des travaux, sous la supervision d'un professionnel.

Le centime de l'eau permet ainsi la réalisation de micro-projets dont bénéficient les plus démunis de la ville jumelée avec Delémont. Le montant généré par le centime de l'eau est relativement important et apporte une dimension solidaire à la consommation d'eau locale tout en permettant la sensibilisation directe de la population delémontaine aux problèmes concrets rencontrés par les populations du Sud. Le suivi apporté à la réalisation des projets, simple et direct, assure le retour d'informations en Suisse. Les contacts directs et les liens durables créés notamment grâce au jumelage permettent une utilisation rationnelle des montants récoltés grâce au centime de l'eau.

¹ Pour le Groupe Nicaragua : Jean Parrat, Delémont









Problemstellung

In den höher gelegenen Ländern Kirgisien und Tadschikistan wird Wasser für Energieerzeugung und Nutzung in diesen zentralen Gebieten über einen Berg und einen Fluss transportiert. Hier dient, wenn es für die Landwirtschaft wichtig ist. Die Wasser- und Energie-Produktion sind ein zentraler Bestandteil der Wirtschaft für die Bevölkerung, besonders in den Bergregionen der Region.

Ziel des Projektes

Die Wasserversorgung der Region ist ein zentrales Thema, sowohl in der Landwirtschaft als auch in der Energieerzeugung. Die Wasserversorgung ist ein zentrales Thema für die Bevölkerung, besonders in den Bergregionen der Region.

La problématique

Au Kirghizistan et au Tadjikistan, en amont du fleuve, l'eau est captée pour la production énergétique et est envoyée, moyennant d'axes routiers, dans les vallées où les besoins pour l'agriculture sont les plus importants. Le transport et l'utilisation des rivières et des lacs dans les vallées est un thème important pour les gouvernements de la région pour répondre aux besoins différents de chacun.

Objectif du projet

La distribution de l'eau dans les vallées de montagne est gérée de manière traditionnelle, respectant les besoins de la population. De plus, certains projets cherchent à améliorer l'utilisation de l'eau en utilisant les techniques d'irrigation et en augmentant la productivité de l'eau.

Il problema

A monte, in Kirghistan e Tadjikistan, le ruscelle viene catturato per produrre energia e viene distribuito in valle. L'obiettivo è quello di migliorare la distribuzione dell'acqua in valle, in modo da soddisfare i bisogni della popolazione e aumentare la produttività agricola. La ricerca e l'implementazione di nuove tecniche di irrigazione e l'incremento della produttività dell'acqua sono temi importanti per i governi della regione, che cercano di rispondere ai diversi bisogni di ciascuno.

Oggettivo del Programma

La ripartizione dell'acqua, in particolare nelle valli della montagna, viene effettuata in modo tradizionale e rispettando i bisogni della popolazione. Inoltre, alcuni progetti cercano di migliorare l'uso dell'acqua attraverso l'introduzione di tecniche di irrigazione avanzate.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Le développement
est la vie L'acqu
est la vie L'acqu

